

Témoignages

Lynchage au Congo : « Voici le Tutsi, prenez-le ! »

Théo Englebert

Libération, 14 juillet 2022

Émeute, meurtre, et même cannibalisme : « Libération » a retrouvé les témoins d'un crime atroce commis mi-juin à Kalima, dans l'est de la RDC. Largement relayé sur les réseaux sociaux, il illustre le retour de la haine raciste dans la région.



Des soldats des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), près de Goma, à la frontière avec le Rwanda, le 25 mai. (AUBIN MUKONI/AFP)

Par Théo Englebert, envoyé spécial dans la province du Sud-Kivu (RDC).

« Quand nous sommes arrivés à Kalima le 5 juin, le climat était tendu. Les restaurants refusaient de nous servir. On nous disait que nous allions être tués et qu'aucun d'entre nous ne rentrerait, car nous allions être dévorés. Nous pensions que ce n'était que des mots, comme d'habitude », relate Ildphonse (1), qui s'était rendu dans ce village de la province du Maniema, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), pour vendre des vaches avec six compagnons venus de différentes localités de la province voisine du Sud-Kivu. Rien ne semblait présager que treize jours plus tard, l'un d'entre eux, Fidèle Ntayoberwa, 50 ans, serait tué, découpé, éviscéré et brûlé par la population de Kalima avant que certains habitants ne le « dévorent ». Les six vachers pris pour cible à Kalima appartiennent tous à la communauté banyamulenge composée de pasteurs rwandophones, originaires des hauts plateaux du Sud-Kivu où leurs ancêtres se sont établis au XIX^e siècle, et qui s'expriment encore dans la langue du pays voisin.

Cette minorité est régulièrement victime de racisme au Congo depuis des décennies.

Et, plus précisément, depuis la fin du génocide des Tutsis commis au Rwanda voisin en 1994, lorsque les génocidaires hutus ont franchi la frontière, propageant leur haine jusque dans ces régions montagneuses. Ces cinq dernières années, leurs villages ont été régulièrement attaqués, leur bétail décimé. La récente reprise des hostilités dans la province du Nord-Kivu, à l'autre extrémité du lac homonyme, entre les Forces armées de la république démocratique du Congo (FARDC) et le Mouvement du 23 Mars (M23), une organisation politico-militaire dont les membres sont assimilés à des Rwandais par les autorités de Kinshasa, a déclenché une nouvelle vague de persécution des Congolais rwandophones à travers le pays.

Appels à la haine

Alors que les FARDC subissent de cuisants échecs face au M23, les autorités de la RDC accusent ouvertement le Rwanda voisin d'être à la manœuvre derrière cette rébellion et mobilisent la population contre les minorités rwandophones, accusées d'être « *infiltrées* ». Dès le 26 mai, le chef de la police du Nord-Kivu harangue ses hommes. « *Entendons-nous bien. Dites à vos fils, vos épouses et toute autre personne qu'ils se procurent un outil qui peut tuer, car cette guerre devient populaire. Nous voulons mettre fin à ces ennemis ! Allez dire à tous vos amis de prendre des machettes, car cette guerre est maintenant populaire !* » leur lance-t-il. Une allocution filmée et largement diffusée sur les réseaux sociaux. Dans les semaines qui suivent, les vidéos d'appel à

la haine fleurissent et, à partir du 1^{er} juin, la violence monte d'un cran. Des manifestations de soutien aux FARDC sont organisées dans les grandes villes du pays qui dégènèrent rapidement en chasse à l'homme menée par des groupes armés, dont certains membres sont affiliés à l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS, le parti présidentiel), sous l'œil complaisant des forces de sécurité.

Comme tous leurs compatriotes, les habitants de la province reculée, enclavée et défavorisée du Maniema, sont confrontés durant des semaines à des messages de haine semblables, diffusés en boucle sur les réseaux sociaux. Ces contenus viraux leur martèlent qu'il faut désormais éliminer les « *infiltrés* » qui représenteraient une menace vitale. Alors, lorsque l'UDPS organise une manifestation de soutien aux FARDC à Kalima, le 18 juin, tout bascule. Aveuglés par une idéologie raciste, les oubliés de l'histoire congolaise veulent s'illustrer ce jour-là.

« *Le bourgmestre nous a contactés de bon matin et nous a demandé de lui amener nos papiers d'identité* », amorce Aimé (1), l'un des survivants. Selon les trois rescapés rencontrés séparément fin juin dans un lieu tenu secret et qui ignoraient chacun que les autres étaient interviewés, le bourgmestre de Kalima leur aurait également conseillé de ne pas s'éloigner de leur hôtel. Aux alentours de 17 heures, les manifestants convergent vers l'établissement en question après avoir brûlé plusieurs maisons appartenant à une famille désignée comme tutsie. « *C'était des milliers de personnes que nous ne connaissions pas. Les gens criaient : "Ils sont ici ! Ils sont ici ! Capturez-les !" J'ai vu le bourgmestre et des po-*

liciers dans la manifestation », affirme Aimé.

« Ces machettes sont faites pour tuer »

Ildephonse raconte la suite des événements. « *Les manifestants sont venus avec des pierres et des machettes en disant qu'ils allaient manger les Rwandais. Le propriétaire de l'hôtel nous a renvoyés en disant qu'il ne voulait pas que nous soyons tués ici. Avec mon cousin Fidèle Ntayerwa, nous sommes rentrés dans une maison derrière l'hôtel et nous nous sommes cachés dans les toilettes en suppliant la propriétaire de nous protéger. Elle a fait mine de comprendre puis elle a amené la population* », raconte le quadragénaire. « *C'est la propriétaire de la maison qui a appelé les tueurs. Je l'ai entendue parler aux manifestants en disant : "Voici le Tutsi ! Prenez-le"* », confirme Anastase (1), qui se terrait dans une bâtisse adjacente à l'auberge. « *Fidèle est sorti et ils ont commencé à lui donner des coups de machette. Moi je suis resté caché dans les toilettes. J'entendais qu'ils criaient de lui couper les oreilles et les parties génitales. Avant que la femme ne revienne avec les tueurs, j'ai sauté dans la parcelle voisine* », raconte Ildephonse, dont le témoignage correspond à ceux des autres rescapés.

« *J'ai aperçu le corps par la fenêtre. J'ai senti l'odeur du cadavre qui brûlait et je les ai entendus dire que la viande de Tutsi était agréable* », affirme Anastase. Les assassins découpent certains membres de Fidèle Ntayerwa

puis jettent son corps dans un brasier, selon les images que *Libération* a consulté sur les réseaux sociaux et les messageries instantanées. Une véritable cohue se forme pour filmer et photographier ce déchaînement de violence. Les déshérités de Kalima vivent leur instant de gloire et diffusent des vidéos sur les réseaux sociaux. Dans l'une d'entre elles, un jeune homme torse nu qui affirme s'appeler Itengo agite une large machette au milieu de jeunes enfants aux yeux écarquillés. « *En ce moment, nous sommes dans le Maniema, exactement à Kalima dont nous sommes les vrais habitants originaux. On a mis une barrière pour que les Rwandais n'entrent pas. Si nous apercevons un Rwandais, nous le tuons. Nous assurons la sécurité du pays. Nous faisons cette vidéo pour être écoutés. Ces machettes dans nos mains sont faites pour tuer* », clame-t-il en lingala, la langue parlée dans l'ouest de la RDC et dans laquelle furent diffusés la plupart des contenus numériques haineux. « *Si on voit un Rwandais dans le territoire de Pang'i, on le tue et on le dévore* », poursuit Itengo en swahili, la langue véhiculaire dans l'est du pays, tandis que les bambins surexcités l'acclament.

Le lendemain, le tronc mutilé de Fidèle Ntayerwa continue de se consumer sous les yeux des curieux venus assister à la scène, parfois en famille. Plus loin dans la rue, deux jeunes hommes mangent des lambeaux de chair dans du pain au milieu d'une foule partagée entre le dégoût et l'admiration, selon une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux. « *Mange, mange et nous aussi nous allons t'aider. Vous voyez l'histoire de Kalima ? Comment on s'occupe des Rwandais ? Les*

Rwandais, vous voyez comment on traite cette créature ? Ne piétinez plus jamais à Kalima ! Même la guerre, n'osez jamais l'amener ici parce qu'on va vous niquer », vocifère l'homme qui filme les cannibales, tandis que les badauds font la grimace.

Totale impunité

Les habitants de Kalima ne sont pas anthropophages. Commis au nom d'une idéologie raciste, l'assassinat de Fidèle Ntayerwa plonge ses racines dans les clichés véhiculés d'abord au Rwanda voisin par les colonisateurs belges, qui ont façonné l'idée que les Tutsis seraient une « race » allogène. Un fantasme alimenté depuis l'indépendance jusqu'au génocide de 1994, et dont les métastases raciales se sont propagées et perdurent dans le grand pays voisin. Le jour même de ce meurtre cannibale, le gouverneur de la province, Afani Mangala, publie un communiqué lapidaire au sujet des « événements malheureux » de la veille, appelant les habitants de Kalima « au calme et à ne pas prêter le flanc aux ennemis de la paix et du développement ». Sollicité par *Libération*, il invoque la séparation des pouvoirs mais affirme souhaiter que la justice enquête sur ce lynchage d'un « sujet congolais de morphologie rwandaise ». Selon nos informations, le procureur a procédé à quelques auditions, dont celle du bourgmestre de Kalima.

Les assassins de Fidèle Ntayerwa et leurs complices ne sont pas poursuivis et les cadres locaux de l'UDPS n'ont pas eu à répondre de la tournure macabre prise par la manifesta-

tion. « Le président fédéral de l'UDPS a appelé les gens de Kalima à soutenir les FARDC mais les jeunes ont débordé. Ils ont pris cette initiative de manière inopinée. L'UDPS n'est pour rien dans la xénophobie », affirme le journaliste local Florimond Amisi Ramazani, qui a participé au déplacement du gouverneur. Selon la version officielle, Fidèle Ntayerwa serait mort à 4,5 km de l'hôtel après avoir menacé la foule avec une machette. « Qu'on ne vous dise pas qu'il a été exécuté à côté de l'hôtel. C'est une fausse information », insiste Florimond Amisi Ramazani.

« Ce qui est grave, c'est que lorsqu'il est venu, le gouverneur ne nous a rien demandé sur ce qu'il s'était passé : ni l'historique ni la manière dont nous avons été attaqués... Rien », déplore de son côté Aimé. « Le corps n'a pas été récupéré. Nous avons tenté de dialoguer avec le gouverneur du Maniema pour nous l'amener. Après sa venue sur place, il nous a dit que le corps avait été entièrement brûlé et qu'il n'y avait pas moyen de nous envoyer la poussière qu'il en restait », se désole Caleb, le grand frère de Fidèle Ntayerwa. Mais la réalité serait tout autre. « La Croix-Rouge est intervenue après le meurtre pour rassembler et enterrer les restes du corps qui se trouvaient là. Après l'investigation des autorités, ces dernières ont jugé bon que ces restes soient enterrés », explique un cadre local de l'organisation humanitaire. La vérité sur la cause et les circonstances de la mort de Fidèle Ntayerwa pourrait bien rester définitivement enfouie quelque part dans ce coin perdu au cœur de l'Afrique. Quant aux politiciens qui attisent la haine au Congo dans un climat de totale impunité, rien ne les empêche

de récidiver dès la prochaine défaite militaire.

(1) Ces prénoms ont été modifiés.